

RAPPORT DE GESTION 2025

Table des matières

1-	AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES	2
1-1	Tableau des autorisations d'emploi (Tableau 1)	2
1-2	Tableau des autorisations budgétaires (Tableau 2).....	3
1-2-1	Les dépenses de personnel.....	4
1-2-2	Les dépenses de fonctionnement.....	5
1-2-3	Les dépenses d'investissement	6
1-2-4	Les recettes.....	8
1-3	Tableau des dépenses par origine et destination (Tableau 3)	8
1-4	Tableau des recettes par origine (Tableau 3bis)	13
2-	EQUILIBRE FINANCIER	15
2-1	Tableau d'équilibre financier (Tableau 4)	15
2-2	Tableau des opérations pour compte de tiers (Tableau 5)	16
3-	ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....	16
3-1	Tableau de situation patrimoniale (tableau 6).....	16
3-2	Tableau de trésorerie	17
3-3	Tableau des recettes fléchées (tableau 8)	17
3-4	Tableaux des opérations pluriannuelles	17
3-5	Indicateurs de soutenabilité budgétaire.....	18
4-	CONCLUSION	18

Le rapport de gestion est établi par l'ordonnateur. Il a pour objet de commenter et d'analyser l'exécution budgétaire au regard de la prévision, l'équilibre financier qui en résulte et la soutenabilité de l'exécution.

1- AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES

1-1 Tableau des autorisations d'emploi (Tableau 1)

Les emplois exprimés en équivalents temps plein (ETP) prennent en compte la quotité travaillée des agents. Les emplois exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT) prennent en compte la quotité travaillée des agents et leur période d'activité sur l'année.

Tableau 1

Tableau des emplois en ETPT présenté par l'établissement

			Emplois sous plafond Etat				Emplois financés sur ressources propres				Global			
			Compte financier 2024	BR 1 Voté	BR 2 Voté	Compte financier 2025	Compte financier 2024	BR 1 Voté	BR 2 Voté	Compte financier 2025	Compte financier 2024	BR 1 Voté	BR 2 Voté	Compte financier 2025
Catégories d'emplois	Nature des emplois		EN ETPT				En ETPT				En ETPT			
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	102,5	105,0	106,0	102,7					102,5	105,0	106,0	102,7
		CDI	25,3	27,0	28,7	26,3	16,0	14,0	14,0	16,3	41,3	41,0	42,7	42,6
	Non permanents	CDD	30,0	33,4	31,1	27,8	40,8	34,6	31,7	39,3	70,8	68,0	62,8	67,1
		S/total EC	157,7	165,4	165,8	156,7	56,8	48,6	45,7	55,7	214,5	214,0	211,5	212,3
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			-	-	-	-					-	-	-	-
BIAT OSS	Permanents	Titulaires	93,1	94,1	94,4	87,8					93,1	94,1	94,4	87,8
		CDI	16,7	16,0	17,0	18,2	53,1	61,3	64,2	60,0	69,8	77,3	81,2	78,2
	Non permanents	CDD	9,1	16,7	15,3	12,3	71,6	78,2	77,2	71,1	80,7	94,9	92,5	83,4
		S/total Biatoss	118,9	126,8	126,7	118,2	124,7	139,5	141,4	131,1	243,5	266,3	268,1	249,3
Totaux			276,6	292,2	292,5	274,9	181,4	188,1	187,1	186,8	458,1	480,3	479,6	461,6
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			310	310	310	310								

Ce tableau fait état d'une moyenne annuelle des ETPT (source Oremis 01) des effectifs et d'une analyse par typologie de personnel.

En rétrospective, l'année 2020 affichait un total exécuté de 456,1 ETPT. Chaque année suivante constatait une hausse des effectifs, notamment en conséquence du développement des projets financés hors recherche et du besoin de structurer l'effectif, pour atteindre un exécuté de 489,1 ETPT en 2022.

Depuis cette date, nous avons pu constater une diminution puisque en 2023, nous étions à 483,3 ETPT et 458,1 ETPT en 2024.

En 2025, nous remarquons une légère hausse, nous sommes à 461,6 ETPT soit + 3,5 ETPT.

Entre 2024 et 2025, il est constaté une légère augmentation de +3,5 ETPT, répartie entre -2,2 ETPT pour les EC et +5,8 ETPT pour les BIATSS.

Concernant les -2,2 ETPT pour les EC :

- les EC titulaires demeurent globalement stables (+0,2 ETPT).
- les CDI enregistrent une progression de +1 ETPT sur le plafond État et +0,3 ETPT sur ressources propres, soit +1,3 ETPT au total.
- en revanche, les CDD sont en diminution, avec -2,2 ETPT sur le plafond État et -1,5 ETPT sur ressources propres, soit -3,7 ETPT.

Cette évolution s'explique notamment par la titularisation ou le passage en CDI de certains EC initialement en CDD. Par ailleurs, des départs intervenus en 2025 seront remplacés en 2026, ce qui devrait rééquilibrer la situation.

Concernant les +5,8 ETPT pour les BIATSS :

- Une diminution est observée chez les titulaires (-5,3 ETPT).
- Les CDI progressent significativement, avec +1,5 ETPT sur le plafond État et +6,9 ETPT sur ressources propres, soit +8,4 ETPT au total.
- Les CDD enregistrent également une hausse de +2,7 ETPT.

Certains concours destinés au remplacement de titulaires se sont révélés infructueux ; les postes ont donc été pourvus par des contractuels. Par ailleurs, certains services ont sollicité des CDD, la date de remplacement par un éventuel titulaire étant éloignée.

Par ailleurs, sur ressources propres, certains contractuels initialement en CDD sont passés en CDI. Une diminution des CDD aurait donc pu être attendue ; toutefois, la stabilité observée s'explique par la dynamique de recrutements liés aux projets financés (recherche et hors recherche), qui compensent ces transformations.

Pour information, une anomalie d'affectation est intervenue lors du BR2 concernant les doctorants et post-doctorants financés sur ressources propres. Ils ont été comptabilisés en BIATSS CDD alors qu'ils relèvent de la catégorie EC CDD.

INDICATEUR

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Parts des contractuels	54,00%	53,40%	54,70%	57,70%	58,70%	58,40%	57,30%	58,80%

Sur la période 2018–2025, le taux d'agents contractuels demeure structurellement élevé au sein de l'établissement. Une légère diminution est toutefois constatée en 2024, en lien avec la non-consommation d'emplois inscrits au plafond des ressources propres dans le cadre des projets et contrats de recherche financés.

En 2025, on constate une légère augmentation, cela s'explique par le démarrage de certains projets financés hors recherche avec un besoin de recrutement important.

1-2 Tableau des autorisations budgétaires (Tableau 2)

Le montant total des dépenses pour 2025 représente 43 629 k€ en autorisations d'engagements (AE) et 44 146 k€ en crédits de paiements (CP). Les recettes totales représentent 44 634 k€.

Le solde budgétaire 2025 est excédentaire pour un montant de 489 k€. Ce solde représente la différence entre les recettes budgétaires encaissées et les dépenses budgétaires

décaissées (crédits de paiement). Le budget rectificatif voté en octobre 2025 prévoyait un solde budgétaire déficitaire de 3 407 k€. L'exécution a donc été plus favorable à la fois au niveau des recettes et au niveau des dépenses maîtrisées, elle a par conséquent permis d'inverser cette prévision.

Le taux d'exécution global du budget est de 93% pour les AE et les CP par rapport à la dernière prévision budgétaire soit le budget rectificatif, ces taux sont quasiment stables par rapport à l'exercice 2024 dont les taux d'exécution global étaient de 95% en AE et 93% en CP.

Au niveau des recettes, le taux d'exécution global est de 102 % en 2024, contre 105 % en 2024. Ce constat d'exécution favorable en 2025 provient notamment des recettes fléchées.

1-2-1 Les dépenses de personnel

La dépense globale de masse salariale en 2025 est de 34 397 k€ correspondant à 34 386 k€ de masse salariale et 11,2 k€ de dépenses de personnel gérées indépendamment en entité budgétaire, pour une recette de crédits de 27 652 k€ octroyée via la subvention pour charge de service public.

Plafond	Statut / Population		Exécuté 2020	Exécuté 2021	exécuté 2024	BI 2025	BR1 2025	BR2 2025	exécuté 2025	Variation exécuté Annuel	Taux exécution
Emplois sous plafond 1 (1)	Titulaires	EC et Ens.	11 108 344 €	11 529 635 €	12 531 293 €	13 123 294 €	13 104 053 €	13 262 739 €	12 953 359 €	3%	98%
		BIATSS	5 945 657 €	5 779 145 €	6 575 320 €	6 438 356 €	6 468 195 €	6 447 472 €	6 463 083 €	-2%	100%
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres) en BRUT des Titulaires	361 950 €	405 974 €	522 131 €	566 090 €	566 090 €	539 134 €	483 181 €	-7%	90%
	Sous-total titulaires		17 054 001 €	17 308 780 €	19 106 613 €	19 561 650 €	19 572 248 €	19 710 211 €	19 416 442 €	2%	99%
	Non titulaires	EC et Ens.	4 004 061 €	3 236 719 €	3 432 300 €	3 828 635 €	3 788 351 €	3 883 385 €	3 318 281 €	-3%	85%
		dont ATER et doctorants contractuels		533 019 €	707 035 €	679 045 €	730 736 €	688 678 €	746 463 €	6%	108%
		BIATSS et autres non titulaires		1 350 538 €	1 450 884 €	1 676 197 €	1 645 960 €	1 644 408 €	1 751 226 €	21%	106%
		dont CDI		2 856 978 €	3 110 040 €	3 303 626 €	3 316 521 €	3 408 640 €	3 164 859 €	2%	93%
	Sous-total non titulaires		4 004 061 €	4 587 257 €	4 883 184 €	5 504 832 €	5 434 311 €	5 527 793 €	5 069 507 €	4%	92%
	Total titulaires et non titulaires (plafond 1)		21 058 062 €	21 896 036 €	23 989 797 €	25 066 482 €	25 006 559 €	25 238 004 €	24 485 949 €	2%	97%
Emplois sous plafond 2 (1bis)	Non titulaires (dont Rech)	EC et Ens.	7 986 309 €	3 453 580 €	2 560 930 €	2 294 127 €	2 578 098 €	2 542 666 €	2 793 539 €	9%	110%
		dont CDI		846 572 €	1 067 220 €	864 891 €	864 891 €	865 967 €	1 116 838 €	5%	129%
		BIATSS et autres non titulaires		4 824 962 €	5 924 345 €	7 057 635 €	6 862 968 €	6 567 079 €	6 388 783 €	8%	97%
		dont CDI		1 728 164 €	2 834 585 €	3 059 966 €	3 092 232 €	3 190 090 €	3 184 304 €	12%	100%
	Total non titulaires (plafond 2)		7 986 309 €	8 278 542 €	8 485 275 €	9 351 762 €	9 441 066 €	9 109 745 €	9 182 322 €	8%	101%
TOTAL GENERAL (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires	EC et Ens.	17 054 001 €	11 529 635 €	12 531 293 €	13 123 295 €	13 104 053 €	13 262 739 €	12 953 359 €	3%	98%
		BIATSS		5 779 145 €	6 575 320 €	6 438 356 €	6 468 195 €	6 447 472 €	6 463 083 €	-2%	100%
	Sous-total Titulaires		17 054 001 €	17 308 780 €	19 106 613 €	19 561 651 €	19 572 248 €	19 710 211 €	19 416 442 €	2%	99%
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	EC et Ens.	11 990 370 €	6 690 299 €	5 993 230 €	6 122 762 €	6 366 449 €	6 426 051 €	6 111 820 €	2%	95%
		BIATSS et autres non titulaires		6 175 500 €	7 375 229 €	8 733 832 €	8 508 928 €	8 211 487 €	8 140 009 €	10%	99%
	Sous-total Non Titulaires		11 990 370 €	12 865 799 €	13 368 459 €	14 856 594 €	14 875 377 €	14 637 538 €	14 251 829 €	7%	97%
	TOTAL GENERAL		29 044 371 €	30 174 579 €	32 475 072 €	34 418 245 €	34 447 625 €	34 347 749 €	33 668 271 €	4%	98%
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (vacations enseignement et Vacances étudiants)			588 239 €	668 759 €	806 566 €	823 357 €	804 851 €	659 865 €	718 060 €	-11%	109%
Total des dépenses de personnel traitées en paye			50 863 €	30 843 338 €	33 281 638 €	35 241 602 €	35 252 476 €	35 007 614 €	34 386 331 €	3%	98%
Autres dépenses de personnel non traitées en paye (ex : action sociale, visites médicales, etc)			0 €	11 504 €	8 527 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	11 225 €	32%	34%
Total des dépenses de personnel			29 683 473 €	30 854 842 €	33 290 165 €	35 274 602 €	35 285 476 €	35 040 614 €	34 397 556 €	3%	98%
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche brut chargé			2 835 640 €	2 999 485 €	1 736 906 €	1 748 104 €	1 764 903 €	1 973 212 €	1 939 508 €	12%	89%

Le taux d'exécution de l'exercice 2025 affiche un ratio de 98% en dépenses de personnel par rapport au dernier budget rectificatif voté.

La vision globale fait état d'une hausse de + 310 k€ des agents titulaires du plafond Etat et une augmentation de + 883 k€ des agents contractuels tous plafonds confondus.

Les effets de la politique salariale nationale cités ci-dessus, le GVT d'un personnel fonctionnaire peu mobile et une augmentation des primes et indemnités des enseignants notamment le RIPEC, caractérisent ce volume de + 310 k€.

Le montant de l'évolution concernant les agents contractuels de +883 k€ se qualifie par une augmentation de +186 k€ en plafond 1 et par +697 k€ en plafond 2.

La ligne du sous-total des « non titulaires » affiche une variation de + 883 k€ (14 251€-13 368 k€) entre 2024 et 2025. Sa justification tient au volume des dépenses de personnels des agents contractuels avec respectivement +4 % en plafond Etat et +8% en ressources propres. Elle s'explique également par un volume de recrutements supérieur à celui de 2024 (+14 agents), un meilleur taux d'exécution de la campagne d'emploi et une actualisation des échelons qui a été opérée pour les agents contractuels BIATSS.

Plusieurs concours ayant été déclarés infructueux, le remplacement des postes concernés a dû être assuré par des recrutements sous contrat.

La part importante de l'augmentation provient de la réalisation de recrutements pour les projets d'enseignements et la recherche financée. Cette dernière augmente par rapport à 2024 ; nous passons de 1 736 k€ à 1 939 k€ soit une augmentation de 12 %.

Dans le cadre des projets, les niveaux de rémunération tendent à augmenter afin d'attirer des profils adaptés aux exigences croissantes.

L'établissement réinterroge constamment l'efficience du recours aux contractuels : ceci s'est traduit par un réexamen de l'opportunité des renouvellements de contrats, des remplacements à la suite de départs ou de longues absences, ainsi que par un recours privilégié aux contrats de projet, afin de préserver la souplesse des emplois et de ne pas rigidifier la masse salariale.

L'établissement peine parfois à attirer certains profils dans ce bassin d'emploi, et subit parfois la concurrence de collectivités et établissement locaux.

1-2-2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement à la fois en AE comme en CP, présentent des taux d'exécution perfectibles, respectivement à 84% et 79% (contre 87% et 83% l'an passé). Il existe en effet, un important écart de 1 448 k€ en AE et 2 027 k€ en CP entre la prévision du BR2-2025 et l'exécution de l'exercice 2025.

Lors de la préparation du BI2026, ces écarts étaient anticipés puisque la prévision d'atterrissage 2025 a été réduite de 991 k€ en AE et 999 k€ en CP, afin de se rapprocher des consommations constatées. Le calcul des taux d'exécution 2025 par rapport à cette prévision d'atterrissage s'établit à 94% en AE et 88% en CP, ce qui atteste d'une fiabilité renforcée de prévision.

Ces écarts entre les prévisions et réalisations ont des origines diverses liées notamment aux activités suivantes :

- les activités liées à l'immobilier enregistrent une sous consommation de 644 k€ en AE et de 893k€ en CP, avec des crédits non consommés sur les fluides en raison notamment d'un décalage de réception des factures et d'économies provenant de nouvelles installations plus performantes, puis de la sous-consommation des crédits sur les activités support DNUM et SSI.
- une sous-consommation de 483 k€ en AE et de 636 k€ en CP concerne la formation initiale et continue, particulièrement au niveau des formations de niveau Master (destination D102). Sur ces activités, la sous-consommation concerne les dépenses courantes des services et des projets.
- les activités de recherche enregistrent elles aussi une sous-consommation de 108 k€ en AE et de 219 k€ en CP.
- le pilotage et l'animation du programme de l'établissement sont en sous-consommation de 153 k€ en AE et de 197 k€ en CP. En particulier, les crédits n'ont pas été consommés sur le projet GRAND INNOV, sur le déploiement du SIEP, puis sur le projet EUT+ Phase 2 pour lequel les dépenses sont reportées car l'exécution se déroule sur 4 ans.

Sur cette destination il convient de souligner que la variation globale est biaisée du fait que certaines dépenses exécutées étaient initialement prévues sur d'autres destinations (dépenses numériques de 148 k€ prévues D115 et du projet FRIEND NOW de 38.5 k€ prévues en D102).

Ainsi, d'une manière globale, les taux d'exécution des dépenses de fonctionnement sur l'exercice 2025 restent perfectibles. La poursuite d'une attention particulière et un pilotage plus fin demeurent nécessaires. Les actions mises en place doivent conduire à une remontée fiabilisée d'information des services à la DAF (échange à chaque étape budgétaire, surveillance des taux de consommations mensuels, ...) et un renforcement des outils nécessaires au pilotage des activités (points budgétaires mensuels en bureau Codir, partage d'un tableau de suivi des opérations sur projets, par exemple).

La DAF étant dépendante des informations communiquées par les autres services, les services doivent impérativement des transmettre des informations régulières et fiabilisées, dans les délais requis.

En comparaison à l'exécution de 2024, en 2025 les dépenses de fonctionnement sont en recul de -17 % en AE (-1 541 k€) et -7 % en CP (-547 k€), avec notamment une forte diminution des dépenses immobilières en AE liée à la mise en place de nouveaux marchés en 2024 (notamment en 2024 : marché de nettoyage engagé pour 780 k€, marché photocopieur pour 105 k€, marché de maintenance multi-technique pour 177 k€).

1-2-3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement 2025 s'élèvent à 1 751 k€ en AE et 2 298 k€ en CP. Ces valeurs sont inférieures aux prévisions faites au BR2-2025 pour un montant de 1 236 k€ en AE et 526 k€ en CP (montants prévus au BR de 2 987 k€ et 2 823 k€).

Les taux d'exécution sont par conséquent de 59% en AE et 81% en CP contre respectivement 95% et 77% en 2024.

Lors du BI 2026, nous avons réalisé une prévision d'atterrissage 2025 permettant de tenir compte d'informations impactantes pour les investissements. Dans cette prévision, les AE étaient réduite de 1 083 k€ et les CP de 833 k€. En rapportant l'exécution réelle 2025, à cette dernière prévision d'exécution, les taux d'exécution s'élèvent à 92% en AE et 115% en CP.

Ce réajustement confirme que la date d'élaboration du BR2 (septembre) ne permet pas d'avoir des informations fiables et affinées ce qui conduit à des corrections importantes sur la prévision d'atterrissage.

Les principaux écarts entre les dépenses d'investissement prévues et celles réalisées sont les suivantes :

- une sous-consommation de 156 k€ en AE et 389 k€ en CP sur les dépenses d'investissements des activités de pilotage et animation de l'établissement, liés à l'exécution de certaines dépenses prévues sur cette destination mais finalement exécutée sur la destination D114 (projet EvolUTTion) et à la non-réalisation d'autres investissements sur différents services (EUT+, pôle Santé).
- sur les investissements immobiliers, sont observées une sous consommation en AE de 124 K€ provenant des investissements du COSI (Centre opérationnel du système d'information) dont certaines dépenses sont exécutées sur une autre destination (sur la D115 pilotage et animation), et une surconsommation de 280 k€ en CP expliquée par des dépenses réglées sur les projets APP PHOTOVOLTAIQUE et EvolUTTion (pour ce projet des crédits étaient initialement prévus en destination D115).
- les investissements liés aux activités de recherche enregistrent une sous-consommation de 963 k€ en AE et de 424 k€ en CP liée principalement aux projets CPER fléchés sur marchés.

Par rapport à l'exécution 2024, les investissements réalisés en 2025 sont moindres, avec des diminutions de 58 % en AE (- 2 372 k€) et 31 % en CP (- 1 020 k€) qui concernent différentes destinations :

- la formation, avec l'acquisition d'un centre d'usinage 5 axes pour 283 k€ en 2024, dépense non récurrente cette année ;
- la recherche dont les investissements varient en fonction des projets financés, en 2024 une dépense significative concernait le projet CPER MAT-GE de 832 k€ ;
- l'immobilier car sur cette destination le Projet EvolUTTion II a été engagé en 2024 pour le volet migration du contrôle d'accès ;
- le pilotage dont les dépenses en 2024 étaient plus conséquentes sur le projet EvolUTTion I, pour lequel la subvention accordée en 2025 a été tardive et réduite dans son montant.

En matière d'investissement, les dépenses sont difficilement comparables d'une année à l'autre car elles dépendent des différents projets et actions planifiés chaque année et des financement obtenus.

1-2-4 Les recettes

Pour 2025, les recettes s'élèvent à 44 634 k€ et affichent un taux de réalisation de 102%.

L'analyse de l'exécution 2025 par rapport au BR2-2025, montre les constats suivants :

- une exécution conforme sur les recettes globalisées pour un montant de 43 323 k€ (taux d'exécution de 101 %, soit +520 k€), avec une réalisation plus importante sur les ressources propres provenant principalement des encaissements sur la « formation continue, diplômes propres et VAE » en hausse de 557 k€ ;
- un encaissement réalisé sur les recettes fléchées s'élevant à 1 312 k€, ce montant est supérieur à la prévision (taux d'exécution de 117 %, soit +194 k€) en raison de recettes provenant de l'ANR en hausse de 317 k€ et des subventions de la région en diminution de 125 k€.

En complément de ces éléments les plus impactants, des explications plus détaillées sur l'exécution des recettes sont présentées dans la suite de ce rapport.

En comparaison à 2024, les constats suivants peuvent être dressés :

- les recettes fléchées 2025 sont en forte diminution de 3 189 k€ (-71 %), notamment en lien avec les encaissements des financements européens sur les projets EUT+ plus élevés l'an passé et des encaissements plus importants sur les projets CPER ;
- les recettes globalisées sont en légère hausse de 267 k€ (+0.6 %). Dans cette catégorie de recettes, la subvention pour charges de service public est stable, et l'augmentation des autres financements publics de 819 k€ (+15 % avec des variations sur les différents financements) est effacée par la diminution des ressources propres de 634 k€ (-7 % provenant principalement des recettes de valorisation).

1-3 Tableau des dépenses par origine et destination (Tableau 3)

Ce tableau détaille les montants en AE et CP réalisés par destination et par nature. Le présent rapport détaillera principalement les destinations dont les dépenses présentent des écarts significatifs avec les prévisions du BR2-2025, en analyse comparée avec l'exercice 2024.

D102 - Formation initiale et continue de niveau Master

Cette destination regroupe tous les services d'appui à la Direction à la Formation et à la Pédagogie, les formations d'ingénieur et master, les diplômes d'Université (DU), les formations en apprentissage et les formations développées dans le cadre du plan stratégique au niveau Master ou plus. Sont également regroupées sous cette destination les dépenses du Bureau d'Aide à l'insertion Professionnelle, de la valorisation des contrats industriels et les dépenses des relations internationales.

Sur cette destination, les dépenses de fonctionnement sont en baisse par rapport à l'exécuté 2024, soit -17 k€ en AE et -196 k€ en CP.

Les principales dépenses constatées en 2025 pour cette destination sont les suivantes :

- la DRE (Direction des relations entreprises) représente en 2025, 747 k€ en AE et 754k€ en CP. L'apprentissage prend une large part financière au sein de cette direction et représente 424 k€ en AE et 456 k€ en CP, ces dépenses sont en baisse par rapport à

2024. Les dépenses de l'activité de formation continue progressent et représentent 296 k€ en AE et 281 k€ en CP.

Concernant le projet PCM en 2025, 80 K€ sont dépensés (contre 23 k€ en 2024) en correspondance avec les prévisions du BR2-2025, ce projet se poursuivra jusqu'à sa date de fin à ce jour fixée au 31/08/2026.

- concernant la DFP, les dépenses 2025 liées à l'activité d'enseignement sont de 618 k€ en AE et 612 k€ en CP, en diminution par rapport au réalisé de 2024. Une sous consommation est relevée par rapport au BR2-2025 sur les activités DFP, notamment sur les dépenses prévues concernant les frais liés à l'appui aux formations, expression et communication sont (-49 k€ en AE et CP).

Outre les dépenses des différentes formations initiales, cela inclut les frais liés :

- au partenariat UTSEUS pour 201 k€ en AE et CP (249k€ en 2024), en sous consommation par rapport à la prévision BR2-2025 de 99 k€ ;
 - au nouveau projet 2025 HI PARIS, dont les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 14 k€ en AE et CP également en sous consommation de 16 k€ comparé à la prévision ;
 - aux projets pédagogiques, avec principalement : les projets Cordées de la réussite et Egalité des chances pour globalement 44 k€ en AE et CP (ces dépenses sont en baisse par rapport à 2024 de 5 k€ en AE et 14 k€ en CP. Par ailleurs, le projet Friend Now constitue une dépense de 38.5 k€ (contre 1.5 k€ en 2024), mais cette dépense a été imputée en D115.
- Les relations internationales ont généré une consommation de 56 K€ en AE et 59 k€ en CP (contre 67k€ en AE et 62k€ en CP en 2024). Ces dépenses sont sous consommées par rapport à la prévision du BR2-2025 à hauteur de plus de 50% (lié au projet ISJ).

En investissement, les dépenses de cette destination se sont de 165 k€ en AE et 165 k€ en CP, en conformité avec les prévisions du BR2-2025, mais en diminution par rapport à 2024.

En 2025, les principales dépenses d'acquisitions de matériel pédagogiques hors projets s'élèvent à 135 k€ (notamment : des machines de mesures tridimensionnelles 18 k€, un banc d'études de pompes série/parallèle 16 k€, du matériel pour essais photoélastiques 9 k€, et du matériel de musculation pour la salle sportive 11 k€). Concernant les projets financés, la principale dépense concerne le projet HI PARIS avec l'achat de PC portables pour 10 k€.

En 2024, ces dépenses étaient supérieures en raison de l'achat d'un centre d'usinage 5 axes pour 283 k€ et d'investissements liés aux projets : projet Photonique pour 90k€ et projet PACSTER pour 71 k€.

D107 - Recherche universitaire en mathématique, sciences et techniques de l'information, de la communication, micro et nanotechnologies

Sur cette destination, les dépenses de fonctionnement se portent à 1 756 k€ en AE et 1 600 k€ en CP, contre 1 668 k€ en AE et 1 623 k€ en CP en 2024 (soit une légère augmentation de 4 % en AE provenant notamment des dépenses engagées sur les UR : LASMIS, LIST3N, L2N).

Il est constaté une sous-consommation entre les prévisions et les réalisations : -153 k€ en AE et -264 k€ en CP pour les dépenses de fonctionnement.

Ces sous consommations proviennent des différentes unités de recherche. Les dépenses réalisées sur ces activités sont fortement dépendantes de l'avancement des projets financés. Sur ces projets, les produits sont ajustés à hauteur des dépenses réalisées et les dépenses non exécutées sont reportées.

En 2025, les principales dépenses concernent les unités de recherche, avec la répartition suivante (montants exécutés en CP) :

- LIST3N : 504 k€ dont 396 k€ sur projets financés (en 2024 : 438K€ dont 333k€ financés)
- L2N : 306 k€ dont 195 k€ sur projets financés (en 2024 : 261k€ dont 171k€ financés)
- LASMIS : 154 k€ dont 115 k€ sur projets financés (en 2024 : 141K€ dont 87k€ financés)
- GAMMA3 : 13 k€ dont 2 k€ sur projets financés (en 2024 : 33K€ dont 19k€ financés)
- InSyTE : 17 k€ dont 17 KE sur projets financés (en 2024 : 12K€ dont 11k€ financés)

Le projet GS_NANO-PHOT enregistre une dépense de 136 k€, en diminution par rapport à l'an passé (soit 331 K€ en 2024) et en sous consommation par rapport aux prévisions 2025 de 96 k€ en AE et 90 k€ en CP.

Les lignes dédiées au fonctionnement de l'administration de la recherche sont exécutées pour un montant de 254 k€, en hausse par rapport à l'an passé (en 2024 : 187 k€), et en surconsommation par rapport au BR2-2025 en CP.

Les dépenses relatives à la recherche de l'antenne de Nogent s'élèvent à 146 k€ (contre 79 k€ en 2024), en sous consommation de 25 k€ comparé à la prévision BR2-2025.

En dépenses d'investissement, les réalisations s'élèvent à 1 022 k€ en AE et 1 015 k€ en CP (contre 1 802k€ en AE et 1 602k€ en CP en 2024).

Ces consommations indiquent une importante sous exécution par rapport aux prévisions du BR2-2025 soit -971 k€ en AE et -425 k€ en CP. Ce constat s'explique par les projets CPER ALLIAGE et MAT-GE. Dès la prévision d'atterrissage 2025, nous avons anticipé cet écart qui concerne principalement le projet fléché ALLIAGE dont une tranche sur le marché n'a finalement pas été affirmée en 2025 alors qu'elle était prévue au BR2-2025 (cette dépense est reportée en 2026).

Les principales dépenses d'investissement en recherche sur 2025 concernent :

- le projet ALLIAGE pour 550 k€ en AE et 198 k€ en CP
- le projet MAT-GE pour 176 KE en AE et 431 k€ en CP
- diverses acquisitions de matériel dédié à l'antenne de recherche de Nogent pour 119 k€ en AE et 125 k€ en CP (climatisation laboratoire, Logiciel, micro-tronçonneuse, ...)

Les autres dépenses sont diverses et concernent les différents projets des unités de recherche et le matériel pour les plateformes.

Par rapport à 2024, la diminution des investissements sur cette destination provient des projets CPER (-292 k€ en AE et - 310 k€ en CP) et des investissements sur les différents projets des UR (sur l'UR LASMIS : -120 K€ en AE et -128 en CP, sur l'UR L2N : -182 k€ en AE et -87 k€ en CP).

D114 – Immobilier

Cette destination retrace les dépenses de la Direction du Numérique (DNum) et du Patrimoine. Ces deux postes de dépenses revêtent une grande importance et ont un fort impact sur le budget de l'UTT.

En fonctionnement, la consommation de l'UTT pour l'année 2025 sur cette destination s'élève à 1 691 k€ en AE et 1 939 k€ en CP. Ces dépenses ont fortement diminué par rapport à l'exercice 2024 qui se clôturait avec des dépenses de 3 326 k€ en AE et 2 364 k€ en CP.

Cette différence provient notamment de la mise en place de plusieurs nouveaux marchés en 2024 qui a impliqué une consommation des AE supérieure pour engager la totalité des marchés sur leur période contractuelle (marchés de nettoyage, de photocopieurs et de maintenance multi-technique), puis aux dépenses de fluides.

Par rapport à la prévision BR2-2025, il est constaté une sous consommation de 644 k€ en AE et 893 k€ en CP provenant des postes liés aux fluides (-229 k€ et -431 k€ en CP) et aux dépenses DNUM (-438 k€ et - 490 k€ en CP) dont une partie est imputée par erreur sur l'exécution de la destination D115 (pour 148 k€ en AE et 125 k€ en CP).

Les autres dépenses immobilières, principalement sur marchés et contrats ne remontent pas d'écarts significatifs par rapport à la prévision.

Ces dépenses de fonctionnement intègrent en 2025 :

- les dépenses générales des services pour un montant global de 1 124 k€ en AE et 1 411 k€ en CP, avec en principale dépense les fluides pour 726 k€ en AE et CP qui sont en sous consommation par rapport aux prévisions du BR2-2025, et en baisse par rapport à 2024 (en 2024, ces dépenses s'établissaient à 1 190k€ en AE et CP).
La variation sur ce poste provient de la difficulté générée par la réception tardive et non régulière des factures, des charges à payer sont prévues pour les dernières factures non encore reçues, des économies résultant des tarifs du nouveau fournisseur d'électricité et des nouvelles installations plus économiques avec l'équipement de l'éclairage des locaux par des ampoules LED avec système de détection automatique de présence, puis l'investissement sur des panneaux solaires. Une analyse des économies provenant de ces investissements récents sera réalisée en 2026.
- les dépenses de fonctionnement en D114 pour la DNUM s'élèvent à 541 k€ en AE et 495 k€ en CP. Cependant, en 2025 une partie de ces dépenses a été exécutée sur la destination D115. En regroupant ces destinations les dépenses DNUM s'établissent à 690 k€ en AE et 619 k€ en CP. Elles sont stables par rapport aux montants de 2024 de 719k€ en AE et 619k€ en CP. Dans ces dépenses, 63 k€ sont dépensés pour la SSI et 55 k€ concernent les opérations sur marchés : Cybersécurité, plateforme UEGAR et photocopieurs.

En investissement, les montants consommés de 2025 s'élèvent à 394 k€ et 924 k€ (contre 1 165k€ en AE et 535k€ en CP en 2024). Par rapport aux prévisions, ces dépenses sont en sous consommation de 124 k€ en AE et en sur consommation de 280 k€ en CP.

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- la logistique générale où l'on relève -25 k€ sous consommés en AE et +18 k€ sur consommés en CP sur le service du patrimoine, les consommations sont donc assez proches des prévisions.

Les principales dépenses du service patrimoine de 2025 concernent : la solarisation de la toiture du 'Bâtiment Rue' (pose de panneaux photovoltaïques) pour 96 k€ en CP, puis la fourniture et mise en place d'éclairage LED Halle sportive UTT pour 116 k€ en AE et CP.

- le COSI DNUM pour -202 k€ en AE et 142 k€ en CP, à analyser avec l'imputation d'une partie des dépenses prévues en D115 pour 72 k€ en AE et 77 k€ en CP. Les dépenses 2025 sont principalement : 35 k€ en CP pour la Solution numérique performante de système d'information décisionnelle - SID appelée STERENNES, puis 35 k€ en AE et CP pour l'achat de 32 PC pour les salles A102 et A201 pour les activités de la DFP.

A ces éléments, s'ajoute une dépense relative au projet EvolUTTion II qui était initialement prévue en D115, mais exécutée en D114, dont l'impact est une surconsommation sur la destination D114-immobilier de 87 k€ en AE et 435 k€ en CP (dépenses relatives à deux volets du projet : la migration du contrôle d'accès finalisée en 2025 et la requalification de l'esplanade minérale qui se terminera en 2026).

D115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement

Au sein de cette destination, sont regroupés l'ensemble des coûts structurels et des projets structurants de l'UTT notamment les projets internationaux fléchés. Il s'agit également des dépenses de communication, du SIEP, du Groupe UT, de la présidence, du forum entreprises et du projet EvolUTTion.

S'agissant des dépenses de fonctionnement, les montants exécutés s'élèvent à 1 765 k€ en AE et 1 808 k€ en CP. Par rapport à 2024, ces dépenses sont cohérentes en AE (montant 2024 de 1 718 k€), mais plus élevées en CP en raison d'utilisations perfectibles de destination de dépenses (montant de 2024 de 1 668 k€).

La réalisation des AE et CP est réduite par rapport aux prévisions du BR2- 2025 de respectivement -153 k€ et -197 k€.

Cette sous consommation est notamment liée aux dépenses suivantes :

- projet EUT+ phase2 non consommé pour 62 k€ en AE et CP, pour lequel la dépense est reportée plus tard ;
- activités liées au SIEP en sous consommation de 51 k€ en AE et CP ;
- activités liées à la DRE sous consommées pour 86 k€ en AE et 105 k€ en CP, notamment sur le projet de partenariat et de valorisation GRAND INNOV.

Les autres écarts se situent sur des services divers : présidence et DDRS (-31 k€ en AE et -48 en CP), instituts (-25 k€ AE et CP), puis actions RH et mise à disposition (-35 K€ en CP).

A l'inverse des dépenses non prévues sur cette destination ont été imputées concernant la direction du numérique (prévues en D114) et projet Friend Now (prévues en D102).

Les dépenses d'investissement réalisées sur cette destination de 161 k€ en AE et 192 k€ en CP, sont aussi en deçà de la prévision pour respectivement -156 k€ et -389 k€.

Les dépenses d'investissements n'ont pas été réalisées sur :

- le projet EUT+, dont les dépenses sont reportées, et dont l'impact est de - 15 k€ en AE et CP ;
- les investissements du pôle santé en une sous consommation de 6 k€ en AE et CP ;
- le projet EvolUTTion II, prévu pour 180 k€ en AE et 443 k€ en CP pour les volets esplanade minérale et migration du contrôle d'accès, imputé en D114 pour 87 k€ en

AE et 435 k€ en CP. Pour ce projet, le dernier volet concernant les façades commencera en 2026.

- le projet EvolUTTion I dédié aux dépenses numériques de l'établissement a été exécuté conformément à la prévision 2025 pour 90 K€, il sera poursuivi en 2026 puisque la convention de financement a été reçue tardivement en 2025.

Par ailleurs, en lien avec l'explication précédente, des dépenses d'investissement ont été imputées à tort sur cette destination, elles concernent des dépenses numériques et SSI pour 72 k€ en AE et 77 k€ en CP.

Par rapport à 2024, la baisse des investissements en D115 provient essentiellement du rythme de l'avancement du projet EvolUTTion II et d'un financement en baisse au niveau des investissements sur EvolUTTion I.

1-4 Tableau des recettes par origine (Tableau 3bis)

Ce tableau décrit l'ensemble des recettes encaissées au cours de l'année 2025 en les distinguant par nature et par origine. Elles sont analysées en regard des prévisions réalisées lors du dernier budget rectificatif 2025 et des niveaux d'exécution 2024.

Le montant total des recettes encaissées en 2025 s'élève à 44 634 k€ pour une prévision de 43 921 k€, soit une réalisation supérieure de + 714 k€.

Le BR2-2025 prévoyait une Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) de 28 428 k€. La **SCSP** s'est finalement établie à **28 518 k€**. Ce montant définitif inclut un versement relatif au COMP de 87 k€ pour lequel nous n'avons pas de visibilité fiable lors du BR2-2025.

Cette partie du COMP reçue en 2025 correspond à 1/3 de l'échéance de 46 % initialement prévue.

Concernant la suite de la gestion du COMP, nous restons en attente des éléments contractuels signés et des informations pour sa mise en place à 100 % en 2027.

Comparée à l'an passé, l'évolution de cette recette ne s'établit qu'à 0,34 % (+96 k€ expliqués par le versement lié au COMP), cette quasi-stabilité contraint l'UTT puisqu'elle ne permet pas de compenser l'inflation.

Concernant les recettes propres :

Les encaissements de droits d'inscription s'élèvent à 1 411 k€, ils sont en retrait de 81 k€ par rapport aux prévisions budgétaires.

Ces recettes sont par contre en progression par rapport à 2024, où leur montant s'établissait à 1300 k€.

Concernant la formation continue, les diplômes propres et la VAE, une progression des encaissements est à souligner. Pour l'exercice 2025, ces recettes s'élèvent à 3 638 k€ alors que la prévision avait été estimée à 3 080 k€ soit un supplément de 557 k€ par rapport aux prévisions.

Comparé à 2024, ce poste augmente de 2,7% alors que le nombre des étudiants baisse en 2025. Cette progression résulte de la poursuite de l'amélioration de la prise en charge des titres et de leur recouvrement.

Les éléments significatifs sur ces recettes concernant :

- le nouveau DT Cyber qui enregistre une recette de 350 k€ en 2025 (prévision à 123 k€) ;

- la nouvelle licence LP ETN Montenegro avec une recette de 45 k€ (prévision à 32 k€) ;
- les nouvelles recettes de formation sur le projet HIPARIS pour 32 k€ ;
- les recettes d'apprentissage pour 2 248k€ supérieures à la prévision pour +114 k€, mais en baisse de 304 k€ par rapport à l'an passé.

Les recettes de taxe d'apprentissage s'établissent à 804 k€, elles sont en progression de +54 k€ par rapport à la prévision et de +5 k€ par rapport à 2024. Elles sont stables dans leur exécution.

Pour la valorisation, les recettes sont proches de la prévision mais en baisse significative de 743 k€ par rapport à l'an passé.

Cette catégorie de recettes fluctue selon le nombre de contrats en cours et de contrats signés chaque année. En 2025, le nombre de contrats en cours diminue (-3), de même que le nombre de nouveaux contrats signés (-8), et terminés (-17).

En montant, les écarts triés par UR sont les suivants :

- LASMIS : -304 k€
- GAMMA3 : -43 k€
- LIST3N : -96 k€
- L2N : -146 k€

Les autres éléments de recettes en ressources propres concernent :

- la fondation en baisse de 175 k€ par rapport à l'an passé, dont l'évolution dépend des conventions signées par la fondation ;
- les autres recettes diverses en hausse de 81 k€ par rapport à 2024 ; cette catégorie varie en fonction de l'activité de chaque année relative aux forums, aux mises à disposition, aux projets d'enseignement et à UTSEUS.

Globalement, en 2025 les recettes propres de l'UTT représentent un poids relatif de 18,25 % (recettes propres appliquées sur le montant total des recettes). Ce ratio est stable par rapport à 2024 et 2023 (où il s'établissait à 18,46% et 18,43%). Il ne retrouve cependant pas son niveau de 2022 où il s'élevait à plus de 21%.

Concernant les autres financements publics :

- Autres financements publics non fléchés :

En 2025, les autres financements publics non fléchés sont globalement conformes à la prévision (sous réalisation globale de 43 k€). Les écarts constatés ligne à ligne résultent notamment du rythme d'émission des justificatifs d'avancement pour permettre l'encaissement effectif.

L'analyse par rapport à 2024 montre une hausse de 819 k€ (+15 % avec des variations sur les différents types de financements).

Dans cette catégorie, les variations significatives suivantes doivent être distinguées :

- les financements ANR sont en baisse globale de 1 670 k € par rapport à 2024, en raison principalement :
 - de la variation de l'encaissement d'une subvention de fonctionnement ANR investissement avenir de 335 K€ sur le projet Nano-phot contre 670 k€ en 2024 ;
 - de l'encaissement de l'avance sur le projet PCM-ANR pour 768 k€ en 2024, non récurrent cette année.

- les financements UE et autres financements sont en augmentation de 2 579 k€ comparés à 2024, avec principalement les variations suivantes :
 - les financements européens sont en hausse de 1 458 k€ en raison des encaissements sur projets de l'activité de la recherche. En 2025, les encaissements sur contrats arrivés à termes sont principalement : le projet FEDER démonstrateur expérimental de production décentralisée d'énergie pour 295 k€, le projet FEDER INOV pour 392 k€ et le projet FEDER LEVISIFT pour 224 k€ ;
 - les autres subventions publiques en hausse de 1 121 k€, en raison des nouveaux projets HI PARIS et MAC MIA (273 k€), et de la hausse des encaissements GIP 52 pour l'antenne de Nogent provenant du décalage d'encaissement de 2024 sur 2025 (+400 k€). Dans ces recettes, figurent également les subventions du Conseil départemental de l'Aube et de Troyes Champagne Métropole (pour 829 k€, contre 956 k€ en 2025) et les subventions sur projets de recherche et partenariats qui sont variables d'une année à l'autre.
- Autres financements publics fléchés :

La variation des recettes fléchées permet de constater des encaissements en nette diminution par rapport à 2024, soit une baisse de 3 189 k€.

Par rapport à 2024, les recettes suivantes ne sont pas récurrentes en 2025 :

- Pour les financements européens, en 2024 l'UTT recevait une avance sur la phase 2 du projet ERASMUS+ EUT+ d'un montant de 1 151 k€, puis un financement sur le CPER de 497 k€ ;
- Concernant les financements Région, en 2024 un encaissement concernait l'avance du projet EUT+ phase 2 ACCELERATE pour 125 k€, et des encaissements CPER de 1040 k€ ;
- Concernant les financements ANR, les encaissements sur le projet IMPACT sont en baisse de 214 k€.

Par rapport à la prévision BR2-2025, l'écart significatif sur les recettes fléchées se situe sur les financements ANR en raison d'un encaissement supplémentaire sur l'opération EUT+ en fin d'année, puis dans une moindre mesure, un écart au niveau des encaissements région provient d'un retard d'encaissement sur le projet CPER EvolUTTIon.

Concernant les autres financements de l'état :

Ces recettes ont un très faible poids dans les recettes annuelles (<1%).

En 2025, la recette principale concerne un financement sur le projet StegEnvi de 75 k€ (activité de la recherche), et l'an passé il s'agissait d'une subvention du ministère de l'enseignement supérieur d'un montant de 82 k€ pour l'installation d'une ferme photovoltaïque (activité du service du patrimoine).

2- EQUILIBRE FINANCIER

2-1 Tableau d'équilibre financier (Tableau 4)

Le solde budgétaire est un solde intermédiaire de variation de trésorerie, il doit être analysé avec d'autres éléments reportés sur ce tableau d'équilibre financier, et notamment l'impact des opérations non budgétaires.

Pour 2025, le solde budgétaire a un impact positif sur la trésorerie avec un solde bénéficiaire s'établissant à 489 k€.

Les opérations pour comptes de tiers (cf. tableau 5) et les autres décaissements/encaissements pour compte de tiers ont un impact venant impacter ce solde budgétaire.

En effet, en additionnant ces éléments pour compte tiers, cela conduit à un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 879 k€ et un prélèvement sur la trésorerie globalisée de 655 k€.

Par rapport aux prévisions du BR2-2025, cette position d'équilibre financier est améliorée. Cette situation en exécution est expliquée, d'une part par le solde budgétaire qui est bénéficiaire par l'impact des dépenses exécutées inférieures à la prévision et des recettes réalisées plus importantes, et d'autre part du meilleur équilibre des besoins de financements sur les opérations pour le compte de tiers.

Ce résultat est en baisse par rapport à l'an passé, mais ce solde positif doit être souligné dans un contexte budgétaire particulièrement complexe. Il illustre la poursuite des efforts de tout l'établissement dans le suivi du budget.

2-2 Tableau des opérations pour compte de tiers (Tableau 5)

Ce tableau retrace les opérations non budgétaires, c'est-à-dire les opérations partenariales pour lesquelles l'UTT est porteur.

Ces opérations sont sans impact sur le budget, mais elles impactent la trésorerie puisque l'UTT encaisse les fonds du financeur et se charge ensuite de les reverser aux partenaires du projet selon les conventions établies au sein du consortium.

En 2025, les principales opérations pour compte de tiers en cours sont les suivantes : EUT+ ACCELERATE dont le montant est le plus significatif, ERASMUS et IMPACT.

L'impact important du projet EUT+ est lié à la position de l'UTT en tant que porteur sur ce projet qui implique la participation de plusieurs partenaires.

Par rapport à la position de ces opérations l'an passé, nous constatons une diminution des décaissements en lien avec la gestion de l'opération APUNIV.

3- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

3-1 Tableau de situation patrimoniale (tableau 6)

Ce tableau décrit le niveau de charges et de produits réalisé en 2025 permettant ainsi de définir le niveau de la capacité d'auto-financement :

- le total des charges de 2025 s'élève à 46 468 k€. Il est en augmentation par rapport à 2024 (+1 296 k€). Cette évolution est due à une hausse des charges de fonctionnement de 330 k€ (+2,7%) et des charges de personnel de 966 k€ (+2,9%).
- le montant du total des produits 2025 est de 45 975 k€, plus élevé par rapport à 2024 (+601 k€). L'analyse des produits permet de constater que cette hausse provient de l'augmentation des autres subventions de 1 186 k€ (+19,2%), cependant amoindrie par la baisse des recettes propres de -673 k€ (-6,3%).

Le résultat patrimonial est donc déficitaire à hauteur de 493 k€.

Au 31/12/2025, le niveau de la capacité d'autofinancement régresse par rapport à 2024 et se porte à 432 k€. **Fin 2025, la CAF reste positive, cette position permet d'observer que l'activité de l'UTT a permis de dégager des ressources pour financer ses investissements.**

La CAF additionnée aux recettes finançant l'investissement constitue un montant total de 1 983 k€, mais ce montant reste inférieur au total des dépenses d'investissement de l'exercice 2025 s'élevant à 2 370 k€.

Ainsi, pour pouvoir financer l'ensemble des dépenses d'investissement cela a généré un prélèvement sur le fonds de roulement de 387 k€.

Par conséquent, la situation patrimoniale de cet exercice 2025 présente une baisse du fonds de roulement qui se porte désormais à 6 279 k€ (contre 6 666 k€ en 2024, soit un prélèvement de 387 k€ opéré en 2025).

3-2 Tableau de trésorerie

Fin 2025, la trésorerie s'élève à 8 455 k€ en baisse de 1 534 k€ par rapport à la position de fin d'exercice 2024.

Concernant le suivi de la trésorerie, il convient également de rappeler l'impact du projet EUT+ PHASE 2, dont les montants sont significatifs et dont la gestion des fonds est assurée par l'UTT en sa qualité de porteur du projet. Les encaissements reçus des financeurs doivent en partie être reversés aux différents partenaires et induisent des fluctuations de trésorerie importants pour l'UTT.

A ce titre, en 2025, cette opération identifiée en « opération pour compte de tiers » a généré un décaissement de 2 304 k€.

3-3 Tableau des recettes fléchées (tableau 8)

Ce tableau qui retrace l'évolution des différentes opérations fléchées permet à l'horizon 2028 d'apprécier l'équilibre de ces opérations et leur impact en termes de trésorerie.

Les flux des opérations fléchées doivent être rigoureusement identifiés et suivis. Ils ont en effet un impact sur l'analyse de la trésorerie fléchée et globalisée de chaque année par leur décalage encaissements/décaissements. Les soldes déficitaires sont temporaires et résultent du décalage entre les encaissements et les décaissements.

Les recettes fléchées identifiées à fin 2025 font ressortir un solde nul à horizon fin 2028.

Dans ce tableau, les montants de la position des opérations antérieures à 2025 non dénouées diffèrent du dernier tableau présenté dans l'annexe de l'exécution fin 2024. Ce solde est moindre puisque les opérations terminées sont retirées du tableau (opérations Ethico et Styx), puis une modification a été opérée sur l'opération EvolutTion avec la ré-imputation d'une dépense non éligible (impact de - 25 k€).

3-4 Tableaux des opérations pluriannuelles

Le niveau des restes à payer engendré par des opérations pluriannuelles est évalué à 795 k€ au 31/12/2025 (tableau 9). Le solde total des restes à payer est quant à lui déterminé par le

Tableau de Synthèse Comptable et Budgétaire (TSBC) et s'élève à 3 007 k€ avec une variation annuelle de – 517 k€.

Comme l'an passé, le total plus important des restes à payer 2025 du TSBC provient essentiellement des dernières commandes restant en cours fin 2025 (notamment des commandes sur marchés).

Ce montant des restes à payer qui est un indicateur de la soutenabilité pluriannuelle fait l'objet d'un suivi approfondi et partagé entre DAF et agence comptable, permettant une amélioration notable.

Sur ces opérations pluriannuelles, il convient de noter que des ré-imputations seront réalisées en 2026 pour des dépenses relatives à 2025. Il s'agit de dépenses de masse salariale exécutées mais non encore rattachées aux deux opérations : EUR NANO-PHOT ANR (impact de -8 k€) et Accélération de l'EUT+ PHASE 2 EACEA/ANR PIA (impact de + 178 k€). Ces modifications n'ont pas pu être opérées budgétairement en 2025 dans l'attente d'une solution outil. Cependant, l'impact le plus significatif sur EUT+ a été pris en compte pour la détermination des produits à l'avancement dans le résultat comptable 2025.

3-5 Indicateurs de soutenabilité budgétaire

La soutenabilité du budget de l'UTT s'apprécie au regard de trois critères dont l'analyse est la suivante à fin 2025 :

- **Le niveau final de trésorerie s'établit à 73 jours de crédits de paiements hors investissements (87 jours en 2024). Ce résultat est très satisfaisant par rapport au seuil d'alerte fixé à 30 jours.**
- **Le niveau final de fonds de roulement ressort à 54 jours de crédits de paiements hors investissements (58 jours en 2024), toujours bien supérieure au seuil d'alerte fixé à 15 jours.**
- **Les charges de personnel représentent 79 % des produits encaissables. Ce ratio est inférieur à la norme de 83% et il se dégrade par rapport à 2024 où il s'élevait à 77%.**

4- CONCLUSION

A la clôture de l'exercice 2025, l'activité de l'UTT permet de dégager un solde budgétaire excédentaire et cette situation positive permet de constater une amélioration de l'exécution par rapport aux prévisions budgétaires.

Ce résultat positif de 2025 s'explique en effet par l'impact des dépenses non réalisées d'une part et de recettes non prévues d'autres part.

La sous-consommation de dépenses résulte de différents phénomènes : une période de gestion en service votés en début d'année 2025, les efforts des services pour mieux maîtriser les coûts de l'établissement, mais aussi le report de certaines opérations ou projets qui seront reprogrammés sur 2026.

En 2025, la sur-exécution des recettes par rapport à la prévision est également bénéfique sur l'équilibre final du budget 2025, mais celles-ci sont significativement en baisse par rapport à l'an passé et la dotation de l'Etat stagne alors que l'UTT est en situation de sous-dotation nationale au regard des autres membres du groupe UT.

L'équilibre financier de l'établissement demeure un point de vigilance comme en témoigne le nouveau prélèvement du fonds de roulement en 2025.

Cette situation financière conduit l'UTT à poursuivre ses actions concernant son organisation avec le renforcement de son pilotage et l'optimisation de ses activités, puis le développement de ses ressources propres, afin de garantir une position de l'établissement plus pérenne.